

## Édito

### À PROPOS DE... L'ANNÉE DE L'ALPHABÉTISATION

L'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé 1990 Année Internationale de l'Alphabétisation (A.I.A.) et a chargé l'UNESCO de prendre la direction des opérations. L'Année a pour but de donner un nouvel élan au travail d'alphabétisation accompli dans le monde par les États, les organisations non gouvernementales internationales et nationales et, plus particulièrement, par les groupes qui travaillent "à la base". Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a fort à faire. Comme il est écrit dans l'éditorial du n°1 de la publication spéciale "**Le défi 1990**" qu'édite l'UNESCO à cette occasion "L'analphabétisme ne pourra être éliminé en 365 jours, mais l'Année fournit une occasion et un stimulant pour commencer... Le succès de l'Année ne se mesurera pas au nombre des discours ou des déclarations, mais à l'élan qu'elle pourra donner". Et l'auteur d'ajouter qu'il faudra une dizaine d'années et même davantage pour "créer une société alphabétisée". Acceptons-en l'augure !

Selon l'UNESCO, il y a dans le monde près de 900 millions d'analphabètes de 15 ans et plus, soit un adulte sur 4... 98% de ces analphabètes vivent dans les pays en voie de développement (que cette appellation est savoureuse et optimiste - et de plus en plus teintée d'humour noir - quand on sait que la plupart d'entre eux s'enfoncent dans la misère et croulent sous le poids de leur dette). Dans ces mêmes pays plus de 100 millions d'enfants de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés. Neuf pays ont plus de 10 millions d'analphabètes chacun et réunissent les trois quarts des analphabètes de la planète. L'Inde et la Chine totalisent à elles seules plus de la moitié du total. 40 pays dont 27 en Afrique et 10 en Asie ont un taux d'analphabétisme supérieur à 50% et 8 (5 en Afrique et 3 en Asie) supérieur à 75%. C'est l'Afrique qui a le taux d'analphabétisme le plus élevé (54%) mais la majorité de ceux qui ne savent ni lire ni écrire résident en Asie (666 millions, soit les trois quarts du total mondial). En Amérique latine et dans les Caraïbes, 17,3% des habitants sont analphabètes. Ce sont les femmes qui souffrent le plus de cette situation puisqu'on estime qu'une femme sur trois est analphabète alors qu'un homme sur cinq ne sait ni lire ni écrire. Bien qu'à un degré moindre, le mal n'épargne pas les pays riches et industrialisés. Il y a 33 millions d'Américains et 40 millions d'Européens considérés comme "pauvres" et le phénomène de l'illettrisme atteint entre 5 et 10% - parfois davantage - de leur population.

Arrêtons-là cette litanie lamentable sans omettre pourtant de rappeler que ces chiffres ne cessent de croître. Il y a, en effet, fort à faire.

Des actions sont entreprises depuis longtemps, notamment dans les pays les plus "atteints", soit dans le cadre de programmes internes gouvernementaux ou privés (La Chine, par exemple, a réussi malgré les difficultés de son système d'écriture à diminuer son taux d'analphabétisme de 80 à 34,5%) soit de programmes internationaux, avec l'aide de pays riches et sous l'égide de l'UNESCO (nous avons, à titre indicatif, publié deux articles - A.L. n°27 et 28 - de Krystyna SCHLEBOWSKA, spécialiste des programmes d'alphabétisation en zones rurales sur des actions entreprises au Népal et au Togo).

L'A.I.A. provoque indéniablement une mobilisation. L'Inde a annoncé un plan de 2 milliards de dollars pour réduire de 80 millions d'ici à 1995 le nombre de ses analphabètes. La Somalie lance un projet à destination de 6 000 femmes résidant dans 83 villages. La Chine a annoncé qu'elle commençait une campagne afin de toucher 80 millions de personnes et de réduire ainsi de 10% son taux d'analphabétisme. Le Canada a débloqué une somme de 110 millions de dollars. La Fédération Internationale des Associations d'Instituteurs (F.I.A.I.) a appelé tous ses membres à se mobiliser. Le

Congo, le Maroc, la Mozambique, l'Égypte, la Turquie et d'autres pays s'engagent dans des campagnes concertées...

L'importance de ces mesures parmi d'autres qu'on ignore encore, la volonté indéniable des responsables de l'UNESCO de réunir le maximum de moyens, de renforcer ses structures, d'encourager la recherche et l'évaluation, d'accroître l'efficacité des personnes et des organisations engagées dans cette lutte, n'empêchent pas de mesurer l'ampleur et les difficultés de la tâche. Et ce n'est pas nier l'intérêt et la nécessité de cette A.I.A. que d'en signaler l'aspect un peu dérisoire parce qu'elle prétend s'attaquer aux effets sans pouvoir beaucoup agir sur les causes. Non pas que les moyens financiers et pédagogiques d'éradiquer l'analphabétisme dans le monde n'existent pas, mais il faudrait une volonté politique de modifier radicalement les rapports entre Etats, entre les riches et les pauvres, entre le Nord et le Sud. Car on sait bien que l'analphabétisme est le produit, pour les individus comme pour les sociétés, d'une situation économique, politique et sociale caractérisée par le sous-développement, l'oppression, les inégalités criantes, la dépendance et l'aliénation qu'aggravent encore des conditions climatiques et des démographies galopantes mais souvent aussi des régimes autoritaires, la corruption, le surarmement, les "règles" de la compétition internationale, etc.

Certes, et les articles de K.SCHLEBOWSKA le montrent, on s'efforce souvent d'intégrer l'alphabétisation dans des actions destinées à remédier aux difficultés précises des personnes ou des communautés auxquelles elle s'adresse. Autrement dit, de lui donner une "fonctionnalité", d'être une composante de l'amélioration des conditions matérielles ou de l'évolution de comportements et.., de statuts. Encore faut-il que les destinataires ne soient pas dans un dénuement tel qu'on ne puisse espérer une quelconque volonté ou la moindre espérance de leur part. Pourquoi apprendrait-on à lire alors qu'on meurt de faim ? Car c'est, hélas, en ces termes que le problème se pose en maints endroits. Des enfants, dans les pays les plus déshérités, souffrent dans leur petite enfance de telles carences alimentaires qu'ils resteront physiquement et intellectuellement handicapés s'ils réussissent à survivre. Nous sommes loin de cette dignité et de ce droit d'apprendre dont on parle dans les discours officiels en faveur de l'A.I.A. Ajoutons que toute "éducation" est source de changements libérateurs, et se heurte souvent chez les personnes elles-mêmes ou dans leur entourage à des intérêts, des habitudes, des modes de pensée et des systèmes de valeurs... Oui, il y a fort à faire et le terme de défi est approprié !

Bon vent, néanmoins, à l'Année Internationale de l'Alphabétisation à laquelle nous consacrerons une bonne partie de notre prochain numéro.

Michel VIOLET